

Faut-il rejouer l'union de la gauche ?

Les campagnes d'Anne Hidalgo (PS) et de Yannick Jadot (EELV) ont du mal à démarrer. Un rassemblement est-il indispensable pour figurer au second tour ?

Philippe Abline

philippe.abline@centrefrance.com

À six mois de la présidentielle, il serait bien imprudent (nous nous y refusons d'ailleurs, comme nous l'avons indiqué dans notre édition du 4 octobre) de se fier aux sondages sur les futurs scores des candidats, déclarés ou supposés.

Mais les campagnes d'Anne Hidalgo, la représentante du Parti socialiste et de Yannick Jadot, porte-drapeau vert des partis écologistes ayant participé à la primaire, semble avoir du mal à démarrer. Et à gauche, certains se prononcent déjà pour une candidature unique.

Il est urgent d'attendre

Pour Jean-Pierre Sueur, sénateur PS du Loiret, le sujet est encore prématuré. Lui qui milite depuis des années pour qu'on prenne du recul par rapport aux sondages - il souligne d'ailleurs que beaucoup de



CANDIDATS. Yannick Jadot (EELV) et Anne Hidalgo (PS) sont en campagne. PHOTOS AFP ET M. BOISJOT

médias sont en infraction en ne mentionnant pas les marges d'erreur des enquêtes qu'ils commandent et commentent - rappelle que la campagne n'est pas encore vraiment lancée. Et que six mois avant l'élection, « on annonçait Michel Rocard président de la République, on annonçait Édouard Balladur président de la République, on ne voyait pas Emmanuel Macron président de la République ». Jean-Pier-

re Sueur réaffirme au passage qu'il soutient Anne Hidalgo... et qu'on ne peut pas nier la fibre écologiste de la maire de Paris au regard des actes accomplis dans la capitale.

Christophe Laviaille, premier secrétaire fédéral du PS dans le Loiret, lui, est formel : « Je pense qu'il faut une candidature unique. Avec toute la gauche, on pourrait se retrouver au second tour, s'il y a trop de candidats, la gauche sera

éliminée ». Un point de vue que partage François Bonneau, président (PS), du conseil régional : « Nous devons être à la hauteur de nos responsabilités et porter une candidature la plus fédératrice possible pour être au second tour ». Et trouver un programme pouvant rassembler plusieurs composantes est réalisable. « Dans cette région, on montre que c'est possible. »

C'est d'ailleurs sur les questions de projet que les discussions devront commencer, selon Christophe Laviaille qui regrette depuis longtemps l'« hyperprésidentialisation ». L'élu abrayisien prend en exemple l'Allemagne où différentes composantes politiques cherchent d'abord à établir un contrat de gouvernement avant de choisir un chancelier.

Un « juste retour » attendu

Jean-Philippe Grand, conseiller municipal d'Orléans (EELV) estime qu'il serait légitime que Yannick Jadot porte la candidature de la gauche - pour lui aussi une union est indispensable pour se qualifier au second tour. Ce serait même un juste retour. « Il a eu l'intelligence de se retirer au profit de Benoît Hamon lors de la présidentielle de 2017 », rappelle Jean-Philippe Grand.

« Une candidature écologiste est indispensable », considère aussi Stéphane Kuzbyt, référent de Génération écologie dans le Loiret, en accord avec la position affichée par Delphine Batho.

Charles Fournier, vice-

président (EELV) du conseil régional, considère pour sa part que la priorité est de trouver « un chemin ». « Il faut un projet, il ne faut pas être uniquement unis par la peur (*de ne pas figurer au second tour*) », insiste-t-il. Charles Fournier reste optimiste : « 85 % des jeunes veulent aller voter, tout ça peut largement bouger », a-t-il relevé.

Mathieu Gallois, secrétaire départemental du Parti communiste, pense lui aussi que le duel extrême droite - Emmanuel Macron n'est pas une fatalité. Si la gauche est capable « de donner un espoir de changement ». Et plus important que de choisir un candidat, les forces de gauche doivent d'abord s'entendre sur un programme, les législatives...

Le député PCF Fabien Roussel maintiendra-t-il sa candidature au premier tour ? S'unira-t-il à Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise) comme le PCF l'a fait en 2012 et 2017 ? Avec le PS ? Mathieu Gallois ne répond pas sur ce point. Mais il commente : « Le quinquennat Hollande a fait beaucoup de mal à la gauche. » ■